

JOURNEE NATIONALE DE GREVE LE 05 FEVRIER ... CONTRE LA VIE CHERE ... POUR L'AUGMENTATION DES RETRAITES, DES MINIMAS SOCIAUX ET DES SALAIRES !

Depuis de nombreuses années, les politiques menées au service des plus riches par les gouvernements successifs génèrent de fortes injustices sociales, territoriales et fiscales.

Les politiques sociales et économiques favorisent la rémunération du capital, l'enrichissement des plus fortunés du pays en accentuent la possibilité pour le

patronat de précariser, de pressuriser les salariés, notamment en favorisant les licenciements (loi travail, ordonnances Macron ...).

La CGT n'a cessé d'alerter les pouvoirs publics, de mobiliser dans les entreprises et les services contre des réformes régressives et pour une autre répartition des richesses produites dans le pays !

Pourtant de l'argent il y en a : faisons payer les riches et le grand patronat !

En 2018, les entreprises du CAC 40 ont réalisé près de 94 milliards d'euros de profits et versés 57,4 milliards aux actionnaires (la France est à la 2^e place mondiale avec + 44 % en 7 ans !).

Chaque année, près de 230 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales et fiscales sont distribuées aux entreprises, sans contrôle ni évaluation, et encore moins de remboursements en cas de fermetures ou de licenciements boursiers. En 2019, le CICE s'élèvera à 40 milliards d'euros (100 milliards depuis 2013) ... sans résultats sur l'emploi. Les mêmes, pour qui le gouvernement supprime l'ISF et met en place la « flat-tax, fraudent le fisc à hauteur de 100 milliards d'euros par an (-6,4 % d'impôt versés depuis 2010).

En moyenne, les PDG du CAC 40 gagnent 257 fois le SMIC !

Cela engendre directement une précarité insupportable pour des millions de salariés et la suppression de milliers d'emplois dans notre pays (-20 % d'effectifs pour les entreprises du CAC 40 !!!), cherchez l'erreur !

Le gouvernement doit reculer, les patrons doivent payer !

Gouvernement et patronat sont restés sourds et sont responsables de la crise actuelle. Ce ne sont pas les 10,3 milliards annoncés par le gouvernement en réponse au mouvement des gilets jaunes qui répondent aux urgences sociales.

A y regarder de plus près, ces 10,3 milliards n'existent pas : 3,9 milliards proviennent d'une taxe non mise en place (celle sur les carburants), 2,5 milliards de prime d'activité qui sont anticipés puisque cette mesure était prévue pour 2020, 2,4 milliards d'heures sup défiscalisées et désocialisées avec toutes les conséquences sur le budget de la sécu et 1,5 milliards dû au gel de la CSG sur les pensions de retraites inférieures à 2000 € !

Finalement, ce sont encore une fois encore les patrons qui peuvent se frotter les mains puisqu'ils n'auront pas à mettre la main « au portefeuille » !



Le débat de Macron c'est du Bla-Bla, nous savons déjà ce qui est nécessaire pour répondre durablement aux besoins :

- **UNE AUGMENTATION IMMÉDIATE DU SMIC à 1800 € bruts mais aussi L'AUGMENTATION DE TOUS LES SALAIRES**, pensions et minima sociaux : le Smic s'élève à 1498,47 € bruts pour 35 heures soit 1188 € nets après déduction des cotisations. Il manque au moins 300 € pour boucler les fins de mois et vivre dignement de son travail.
- **L'OUVERTURE DE NÉGOCIATIONS SALARIALES** dans les branches, les entreprises et les administrations pour que les salaires augmentent, pour reconnaître les qualifications et l'expérience des travailleurs.
- **L'ÉGALITÉ SALARIALE** entre les femmes et les hommes : c'est insupportable que les femmes perçoivent encore 25 % de moins que les hommes. Cela générerait près de 35 milliards de recettes fiscales supplémentaires pour l'État (cotisations salariales et patronales, impôt sur le revenu et TVA).
- **LE RÉTABLISSEMENT DE L'IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE (ISF)** : la suppression de l'ISF représente plus de 5 milliards d'euros redonnés aux plus riches qui alimentent une économie socialement inutile.
- **UN SYSTÈME FISCAL PLUS JUSTE** en renforçant la place de l'impôt sur le revenu, notamment en augmentant les taux pour les plus hauts revenus et en réduisant les niches fiscales. A l'inverse, réduire la TVA en baissant le taux normal de 20 à 15 %, et en supprimant la TVA sur les produits de première nécessité.
- **TAXER LE CAPITAL ET MOINS LE TRAVAIL** pour réorienter les profits vers l'emploi et les salaires : les salaires stagnent mais les versements de dividendes explosent. En clair, les bénéfices des entreprises sont orientés vers les actionnaires plutôt que vers les salariés.
- **UNE INDEMNISATION** de tous les privés d'emploi, parce qu'on ne choisit pas d'être licencié !
- **UN NOUVEAU STATUT DU TRAVAIL SALARIÉ** avec des droits attachés au salarié tout au long de sa carrière et garantis collectivement, opposables à tout employeur et transférables d'une entreprise à une autre (emploi stable, formation continue, protection sociale ...), de nouveaux droits qui sécurisent le salarié tout au long de sa vie !



La CGT appelle tous les salariés, retraités, précaires, étudiants qu'ils soient syndiqués ou pas, en gilets jaunes, verts, roses ou rouges, à se mobiliser pacifiquement mais résolument pour forcer le gouvernement et le patronat à répondre, par la **GRÈVE** et la **MANIFESTATION**. Il est temps pour chacun d'agir pour une vie digne, un travail émancipateur, un avenir serein, une société juste et solidaire, un environnement préservé.

ENSEMBLE NOUS AVONS LE POUVOIR D'AGIR LE 5 FÉVRIER 2019 EN VENANT NOMBREUSES ET NOMBREUX À BESANÇON À 11 HEURES DEVANT LE MEDEF (7 rue Auguste JOUCHOUX).

La CGT appelle à construire des assemblées générales sur tous les lieux de travail, dans tous les secteurs professionnels en interpellant vos délégués CGT